



## Laurent Kott, CapInTech

# « L'Etat doit concrétiser sa volonté de préserver la masse critique du capital-risque français ! »

Président de CapInTech et directeur général d'Inria Transfert, Laurent Kott s'alarme de la mort annoncée du capital-risque. Il plaide pour un soutien plus marqué de ce secteur par l'Etat.

**C.F. : Vous dénoncez le possible danger de disparition du capital-risque. N'est-ce pas prématuré, à l'heure où les investissements sont encore légion ?**

**L.K. :** Se profile à l'horizon la question de la survie des équipes de gestion. Si elles ne lèvent pas de nouveaux fonds d'ici à la mi-2011, elles seront contraintes de réduire leurs effectifs. Certaines disparaîtront. C'est un scénario assez rapide : avant la fin de l'année prochaine, les dommages sur toute la chaîne de financement de l'innovation peuvent être irréversibles. D'ores et déjà, toutes les équipes cherchent d'autres sources de financement, comme les FCPI ou l'ISF PME. Mais, outre l'incertitude réglementaire qui plane sur ces instruments, on ne peut pas dire qu'ils sont optimaux pour le capital-risque technologique.

**C.F. : Est-il possible, à ce stade, de remotiver les LPs ?**

**L.K. :** Ce sera difficile à court terme. L'évolution de la régulation est inquiétante, comme on le sait : l'opprobre général sur les financiers rejaillit sur l'ensemble du capital-investissement, et pas seulement sur les LBO. On confond la spéculation, qui est une insensibilité au risque, avec le capital-risque, qui requiert au contraire une conscience aiguë de l'aléa. Sans doute, certains VCs ont pu commettre des excès. Mais collectivement, ils ont une valeur économique sans véritable égal, dans le monde financier. A ce propos, il faut saluer l'action de CDC Entreprises. Tout ce qui s'est fait



### biographie

Actif depuis vingt ans dans la valorisation de la recherche, Laurent Kott (60 ans, ENS-Cachan) préside CapInTech, une association qui regroupe l'écosystème des start-up technologiques. Il a participé à la création d'Inria-Transfert, en 1998, dont il assure la direction générale. Il a ainsi créé l'un des tout premiers véhicules français de transfert de technologies dans le domaine des NTIC via la création d'entreprises. Professeur des Universités en disponibilité, Laurent Kott est également administrateur d'Oséo Innovation et d'entreprises innovantes, comme Esterel Technologies et Trusted Logic.

depuis le début de la crise financière n'a été possible que grâce à elle.

**C.F. : Quel peut être le modèle économique des investisseurs en capital-risque ?**

**L.K. :** Le TRI du venture est devenu négatif partout dans le monde, et plus seulement en Europe. Une industrie où la plupart des opérateurs perdent de l'argent est vouée à se concentrer. Mais l'écosystème français n'a pas le temps d'attendre qu'émerge un nouveau modèle économique. Car, dans l'absolu, on pourrait donner une réponse californienne et laisser faire le « darwinisme ». Cependant, la France a déjà connu une période semblable dans les années 1980. On a vu le temps qu'il a fallu pour reconstruire une chaîne de financement et ce que cela a coûté au pays de retard technologique. Il faut du temps pour retrouver des compétences qui ont disparu. Un délai pendant lequel les entreprises ne se développent pas.

**C.F. : Dans ces conditions, que devrions-nous faire ?**

**L.K. :** Si la France veut continuer à influencer sur les évolutions des technologies, elle doit soutenir le savoir-faire des VCs. Personne n'a la réponse aujourd'hui, mais les pouvoirs publics disposent de bien des leviers : les aides directes, CDC Entreprises, le mécanisme d'imposition des plus-values, Oséo Garantie... Si l'Etat concrétise sa volonté de préserver la masse critique que le capital-risque français a atteinte ces dernières années, on gagnera le temps de trouver une solution. Et il doit le faire ! Il est devenu critique que les professionnels gardent confiance dans l'avenir : déjà, les nouveaux financements baissent sérieusement. Face à l'incertitude, les VCs privilégient le soutien de leur portefeuille.

**C.F. : Les fonds fiscaux et l'ISF PME ont-ils toujours leur place dans le panorama français ?**

**L.K. :** On sait l'importance que les FCPI ont prise, ces dernières années. Souhaitons que la profession se mobilise pour les soutenir. En revanche, sur l'ISF PME et notamment la désintermédiation, il faut se garder de l'amalgame qui conduit à oublier le savoir-faire de l'investisseur. Toutes les sociétés ont besoin d'argent et de fonds propres. Mais les plus technologiques nécessitent aussi bien de visibilité que d'un apport de fonds propres, souvent très important. L'entrepreneur n'est pas un super-héros à qui il suffit de donner de l'argent. Il doit être entouré d'un écosystème et celui-ci est déjà en train de mourir : il suffit de regarder les professions intermédiaires, leveurs de fonds, conférenciers... L'urgence n'est pas tant d'apporter de l'argent aux entreprises que de garder des investisseurs capables de faire fructifier leurs mises. ■

*Propos recueillis par Jean Rognetta*